



**Le gouvernement
va distribuer
6 500 000
moustiquaires
imprégnées** Page 6

Le DIALOGUE

N°0194 du 09 Septembre 2020

Hebdomadaire Togolais d'information, d'analyse et de publicité

Récépissé n°0477/04/02/14/HAAC

Prix :
250FCA

Rapport de fDi Intelligence 2020 :



Page 4

Le Togo classé parmi les pays les plus performants

**LE PRÉSIDENT AUTOPROCLAMÉ ET SES AVOCATS SAISISSENT
L'ONU POUR DES SANCTIONS CONTRE FAURE GNASSINGBÉ :**



**QUAND AGBÉYOMÉ
KODJO PERSISTE
DANS SES DÉLIRES**

Page 3

CEDEAO/ 57ÈME SOMMET ORDINAIRE :

**Les Chefs d'Etat maintiennent
la pression sur la junte militaire**

INTERVIEW DE KAKO NUBUKPO :

**" Le Togo ne pourra pas échapper
à une révision du PND à
mon avis à deux niveaux"**



P.5



Page 4

WEEK-END VIBE 2 AVEC K-ROLL LA GUEST-STAR: Kossi AZOUMARO alias DJ MAC poursuit son aventure

Le Week-end Vibe 2 continue son aventure sur la page Facebook de Kossi AZOUMARO alias DJ MAC qui est en train de redynamiser le monde de la musique togolaise et d'ailleurs. Pour cette aventure, ce promoteur culturel était le samedi 05 septembre dernier avec K-ROLL, la Guest-star qui également est l'une des figures de la musique togolaise.

Après l'artiste JULIANO, c'est le passage de l'artiste togolaise en vogue K-ROLL qui également fait sensation avec ses morceaux. C'est dire aujourd'hui que cette émission et initiative de DJ MAC constitue un pont entre les acteurs socio-culturels et le monde



entier.

Il est ce dernier qui depuis les USA, impacte positivement, la vie des Togolais de tout âge via la culture, le social, les medias, la religion,

la santé et les faits de société. Pour son "live" de samedi dernier, nombreux sont les "followers" de la toile qui ont découvert une fois de plus cet artiste connu sous le nom

de K-ROLL. Talentueuse et très à l'aise, dans les styles RNB et Afropop, K-ROLL a été sacrée meilleur artiste féminin au "All Music Awards" en décembre 2017 et a

reçu le prix de meilleure chanson de l'année, aux "Heroes" en 2017.

Rappelons qu'au nombre de ses émissions, DJ MAC anime le Week-end Vibe 1-100% Show qui passe tous les vendredis, le Week-end Vibe 2 Guest Star de tous les samedis. Ce promoteur culturel ne s'y intéresse pas seulement au monde de la musique.

Il est aussi câblé sur d'autres émissions consacrées aux questions de santé et qui généralement passent tous les dimanches. Pour ceux qu'ils aimeraient mieux le découvrir encore, rester donc skotchés à vos pages Facebook.

Elom

LA VRAIE BIÈRE DE TRADITION ALLEMANDE

Eau, malt, houblon, sans sucre ajouté
BRASSÉE AU TOGO

50cl
*500
Fcfa

33cl
*300
Fcfa

AVEC DJAMA, ON EST ENSEMBLE !

www.snb.tg

LE PRÉSIDENT AUTOPROCLAMÉ ET SES AVOCATS SAISISSENT L'ONU POUR DES SANCTIONS CONTRE FAURE GNASSINGBÉ :

Quand Agbéyomé Kodjo persiste dans ses délires

Le président autoproclamé Agbéyomé Kodjo est dans un véritable imbroglio. Depuis 5 mois, il n'a pas encore fini de ronger son frein. Difficile pour lui d'accepter sa défaite électorale. Il multiplie des tintamarres pour se faire une crédibilité aux yeux de l'opinion nationale et internationale. Or, il est de notoriété publique qu'il n'arrivera pas à ses fins. Sa pensée unique qui est celle d'organiser une défiance de l'autorité malgré sa déconvenue électorale ne servira à rien sauf à amuser la galerie.

Dans ses masturbations politico-judiciaires,



Gabriel Messan Agbéyomé Kodjo

Agbéyomé Kodjo a trouvé une nouvelle formule qui est celle de saisir l'ONU par le truchement des avocats Français Me Pierre-Henri BOVIS et Robin BINSARD. Selon les informations, ces avocats entendent saisir le Comité des droits de

l'Homme des Nations Unies. Il ressort selon les avocats Français, que le candidat malheureux à la présidentielle du 22 février 2020, demande des sanctions contre le pouvoir de Faure Gnassingbé. Délire ou méconnaissance des textes ?

Toujours est-il que le but visé par cette démarche de l'ancien PM est de faire sanctionner selon lui, des faits de fraudes électorales et de violations répétées de ses libertés et droits fondamentaux.

Cette nouvelle trouvaille de Kodjo Agbéyomé nous amène à dire que sa plaisanterie de mauvais goût continue sur fond de pression sur le régime.

Seulement, le "protégé de Mgr Kpodzo feigne ignorer que le Togo est un Etat souverain, indépendant depuis 1960 qui n'a pas de consignes à recevoir des puissances étrangères moins encore de l'ONU.

Les élections du 22 février

2020 ont été saluées par la communauté internationale qui n'ont pas manqué d'envoyer des messages de félicitations au Président réélu. Agbéyomé Kodjo est déçû et dans ses rêveries de se voir propulser dans le fauteuil présidentiel, il a perdu son sens de discernement. Qu'est-ce l'ONU va pouvoir faire si la cour constitutionnelle qui tranche en dernier ressort a donné son verdict ? Jusqu'où Agbéyomé pense-t-il aller dans ses élucubrations ?

Tout compte fait, les Togolais en ont marre d'écouter les âneries de ce monsieur qui délire sur toute la ligne.

KADI

LES FRASQUES D'UN PARTI EN PERDITION :

Atchadam Tikpi mène un combat vain

La nature a horreur du vide dit-on souvent. Mais le patron du parti le PNP Tikpi Atchadam feigne oublier cette réalité lorsqu'il s'époumone toujours à tenter de renverser les institutions de la république par des propos incendiaires et belliqueux loin de sa terre natale.

Il y'a quelques jours cet adepte des coups tordus dans sa verve dont on lui connaît a encore appelé à une manifestation politique contre le régime en place. Sauf que Tikpi a oublié que la donne politique a changé d'un iota avec la prise de conscience des populations qui ont compris les simagrées de cet homme sans orientation.

L'histoire des idées politique nous enseigne qu'on crée son parti politique pour des raisons évidentes, celles de parvenir au pouvoir et l'exercer dans les règles de l'art.

Mais à scruter de fond en comble les démarches peu orthodoxes du PNP, l'on se rend à l'évidence que ce parti n'est pas fondé sur des bases électorales mais sur

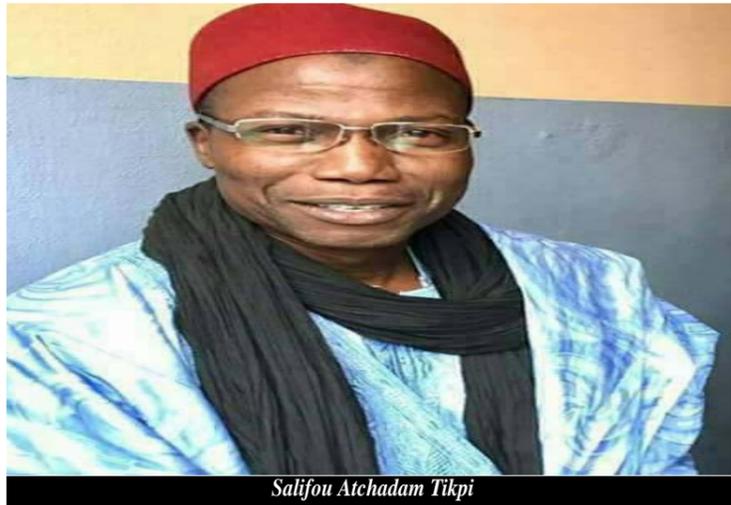
des idées de renvoyer le président démocratiquement élu, Faure Gnassingbé. Il ne serait pas une sinécure de croire que Tikpi n'est pas loin des activistes qui se cachent derrière les réseaux sociaux pour régler les comptes à leurs adversaires.

Dans sa dernière sortie qui n'émeut personne, il s'en est vertement pris à ses congénères de l'opposition arguant que ceux-ci prêtent le franc au pouvoir. Mieux, Tikpi Atchadam depuis son exil estime que le combat a été tronqué par les leaders de l'opposition.

Or, il nous en souvient qu'aux temps forts de cette lutte en 2017, il avait accepté sans commune mesure de s'associer à 13 partis dans un vaste creuset appelé C14.

Cette coalition a commis des gaffes et s'est coulée comme un château de cartes. Aujourd'hui, même si Atchadam persiste dans sa lutte qui est celle de voir Faure Gnassingbé quitter le pouvoir, il faut dire sans se tromper qu'il mène un combat vain.

Le peuple togolais très aguerrri a compris les manèges du PNP. Nul ne peut



Salifou Atchadam Tikpi

accepter se fondre dans les idéologies d'un parti qui abhorre les élections. Quelle est donc la finalité du PNP si ce n'est pas jouer au trouble-fête dans le microcosme politique togolais ? La question vaut son pesant d'or puisqu'un parti ne peut jauger sa popularité qu'en affrontant ses adversaires par les urnes. Mais au PNP, on fait du populisme en se basant sur l'effet de masse. L'effet de masse a certes marché le 19 août 2017 avec des manifestations politiques tous azimut qui ont ébranlé le pouvoir.

Le pouvoir de Faure Gnassingbé a soufflé le chaud et le froid ; oui dans le sérail présidentiel, nombreux sont ceux qui ont frémis.

Cette assertion ne souffre d'aucune contestation. A l'époque de ces vives tensions politiques, nul n'a parié que le parti UNIR devrait encore reprendre le poil de la bête.

A présent que cette période est rentrée dans l'histoire, il est insensé que Tikpi pense encore à un soulèvement. Le pouvoir de Faure Gnassingbé a appris la leçon avec des stratégies mises en branle qui ne lui feront plus frissonner.

Dans une cacophonie qui ne disait pas son nom, les leaders de l'opposition y compris Tikpi ont clamé haut et fort que si l'opposition doit rencontrer le pouvoir c'est pour négocier le départ de Faure Gnassingbé. Tels des novices en poli-

tique, ils ont cru à cette possibilité. Mais ce fut un mirage. Le PNP a flirté avec les mirages.

Tikpi Atchadam a vite quitté le pays arguant que sa vie était menacée en laissant la lutte politique à ses congénères qui ont persisté sans résultats probants. Force est de constater que les leaders de l'opposition sont devenus aujourd'hui l'ombre d'eux-mêmes. Ils se cherchent avec des stratégies qui ne donneront nullement rien. C'est donc ahurissant que Tikpi continue sur cette lancée en estimant qu'il est possible de chasser Faure du pouvoir.

Si le Mali inspire Tikpi avec le coup d'État qui a marché avec le renversement d'IBK, il doit descendre de son piédestal pour comprendre que le Mali et le Togo sont deux réalités.

Le Putsch a fonctionné au Mali parce que certains militaires à la solde de la société civile ont accepté marcher dans les combines. Ici la réalité est tout autre et Tikpi sait qu'il s'époumone pour rien. C'est raté d'avance.

SIBABI TALATA

RAPPORT DE FDI INTELLIGENCE 2020 :

Le Togo classé parmi les pays les plus performants

Depuis son accession à la magistrature suprême, Faure Gnassingbé a placé son pays sur l'orbite du développement avec des réformes qu'il n'a de cesse fait dans tous les secteurs. Les efforts du Chef de l'Etat sont appréciés par la communauté internationale. Dans les rapports de certaines institutions, notre pays est toujours cité pour ses performances.



Le Président Faure Gnassingbé

rapport de fDi Intelligence, plus performant au monde. le Togo est classé pays le Ce classement intervient

dans le dernier rapport sur l'indice de performance fDi Greenfield 2020 qui a été publié dans ce mois.

Le magazine estime que "le Togo frappe au-dessus de sa taille".

Le rapport révèle que le pays a dépassé la lecture annuelle de l'indice de performance pour un nouvel entrant avec un score de 10,8, devant le Rwanda et le Costa-Rica. 11 projets d'investissements ont été

attirés en 2019 (meilleure performance du pays), parmi lesquels ceux de Dangote Group, Amea Power ou encore de Majorel.

En 2019, le pays était classé le plus attrayant en terme d'investissement.

Le Togo a attiré plus de 10 fois, le montant des IDE nouveaux que l'on pouvait attendre, compte tenu de la taille de son économie.

Le Dialogue

C'est ainsi que selon un

CEDEAO/ 57ÈME SOMMET ORDINAIRE :

Les Chefs d'Etat maintiennent la pression sur la junte militaire

Depuis le coup d'Etat militaire qui a lieu au Mali, la question de la transition reste toujours d'actualité du côté de la CEDEAO. Ainsi pour plancher sur cette question, les Chefs d'Etat de l'organisation sous-régionale se sont réunis le lundi 07 septembre dernier au Niger pour en débattre.



Photo de famille des dirigeants ouest africains

A l'issue des travaux auxquels a pris part le Président Faure Gnassingbé, la junte militaire malienne selon les Chefs d'Etat, a jusqu'au 15 septembre pour désigner les

personnalités civiles qui devront diriger la transition.

D'autres décisions importantes ont également sanctionné cette rencontre qui

s'est déroulée cette fois-ci en présentiel après plusieurs rencontres tenues par visioconférence pour cause de la pandémie à

Coronavirus.

Au nombre de ces décisions, les Chefs d'Etat de cette organisation sous-régionale sont revenus sur le maintien des sanctions prises antérieurement suite au renversement du président Ibrahim Boubakar Kéita (IBK) le 18 août dernier.

Aussi, les conséquences de la crise sanitaire liée à la pandémie dans la sous-région ; la monnaie unique, les prochaines élections présidentielles dans plusieurs pays de la région et la lutte contre le terrorisme étaient également au menu

des discussions.

Ce qu'il faut noter aussi lors de ce sommet ordinaire, est qu'un conseil de sécurité et de médiation de l'organisation communautaire s'était réuni le 4 septembre pour examiner et analyser les prochaines échéances électorales attendues au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Ghana, en Guinée et au Niger. Ce Conseil, n'a pas manqué de féliciter le Togo pour la bonne tenue de son élection présidentielle qui a eu lieu en février dernier.

A travers ce sommet, le Ghanéen Nana Akufo ADDO a pris la succession de Mahamadou Issifou qui était à la tête de la CEDEAO.

Un passage de témoin qui intervient non seulement dans une période de crise sanitaire due au coronavirus, mais aussi dans une période où se succèdent les élections présidentielles qui présentent des enjeux de tailles.

Elom

Mesures fiscales et douanières prises par le gouvernement pour accompagner les entreprises dans le cadre de la lutte contre la pandémie du Coronavirus

#CQFS

Pour les entreprises individuelles, les transporteurs routiers, les artisans et assimilés relevant de la TPU, une **réduction de 50% sur le deuxième acompte de la TPU** prévu à l'article 57 du LPF est accordée.

Office Togolais des Recettes - OTR

Le DIALOGUE

Hebdomadaire Togolais d'information, d'analyse et de publicité

Directrice de la Publication : Talata SIBABI Tél : 92 70 73 36

Rédaction : Kadi, Appolinaire, Junior AGBÉ	Imprimerie : Direct Sprint. Tirage : 1.500 exemplaires
--	---

PROCESSUS DE TRANSBORDEMENT AU PORT AUTONOME DE LOMÉ :

Le Togo classé numéro 1 en Afrique et troisième dans le monde

Le port autonome de Lomé reste de nos jours, le port qui suscite de l'admiration auprès de certains pays du monde et ceux de l'Afrique. Ceci se justifie par d'importantes réformes entreprises par les plus hautes autorités du pays. Des réformes qui ont permis à ce port autonome de Lomé d'être classé numéro 1 en Afrique et troisième dans le monde en matière de transbordement selon le Cameroun.

Selon le dernier rapport sur le commerce extérieur du pays publié en 2019, le Togo à travers son meilleur hub de transbordement ne cesse d'impressionner les pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

Avec ce rapport, le Togo a



Le Port de Lomé classé n°1 en Afrique

livré 6,6% des marchandises importées sur le territoire. Le document indique à titre indicatif que le Togo a fourni en 2019, 500 000 tonnes de carburants et lubrifiants au

Cameroun, bien que n'étant pas exportateur de ces produits.

C'est dire que les transbordements effectués au Port de Lomé, en direction des ports

de Kribi et de Douala expliquent en effet, cette performance du Togo selon le même rapport.

Notons que les caractéristiques que révèlent ce rapport

est que le port de Lomé regorge en son sein plusieurs plateformes capables d'accueillir des produits d'origines diverses et qui en retour sont redistribués dans différents pays. Ce qui selon le même rapport est à l'origine d'une attractivité remarquable.

Si le port de Lomé est considéré comme Point stratégique de transbordement en Afrique pour son nouveau service de fret, selon MSC, il faut souligner que c'est grâce aux efforts des autorités du pays. Efforts qui ont permis à ce que les opérations de transbordement puissent donner un coup d'accélérateur au trafic global.

Elom

CONSEIL DE L'ENTENTE :

Les ministres de la sécurité ont planché sur la bonne gestion intégrée des espaces frontaliers

Le vendredi 4 septembre dernier s'est déroulée à Lomé la réunion annuelle des ministres de la sécurité et des frontières des cinq pays du Conseil de l'Entente. Présidés par le ministre togolais de la sécurité et de la protection civile, le Général Yark Damehame, les travaux ont porté sur les études des populations des zones frontalières qui font face à une précarité de vie. Une précarité qui est due en grande partie à la faiblesse des perspectives de développement, de l'absence de services publics de base tels que les infrastructures routières, la santé, l'éducation.



Gal Yark Damehame, ministre de la Sécurité et de la protection civile

planchés sur la thématique principale à savoir : " Investir dans les Espaces Frontaliers pour prévenir le risque sécuritaire grandissant dans les pays côtiers du Conseil de l'Entente ".

Pour faire face aux différents problèmes qui se

posent, selon le Général Yark Damehame, il faut rester vigilants, solidaires et mutualiser les moyens humains, logistiques et opérationnels afin de lutter plus efficacement contre ce cancer qui risque de mettre en péril l'Espace Entente. Raison pour laquelle il n'a pas manqué d'apprécier à sa juste valeur, le travail abattu par l'Agence Béninoise de Gestion Intégrée des Espaces Frontaliers (ABEGIEF). Un travail qui, pour sa part, devra inspirer les autres pays limitrophes et ceux de l'espace entente.

Pour lui, il est donc évident que les pays membres de l'espace Entente et leurs gouvernants prennent la mesure de la chose surtout concernant la prévention de l'extré-

misme violent.

Pour cette réunion qui s'est tenue sous l'ère Covid-19, ces ministres de la sécurité et des frontières des cinq pays du Conseil de l'Entente sont revenus sur ce virus qui paralyse les activités économiques, l'emploi et les revenus des

populations.

Cette réunion a été une occasion pour eux d'appeler chacun à prendre le mal avec plus de responsabilité afin de mieux limiter la propagation des cas contacts.

Junior

ASSEMBLEE NATIONALE
SECRETARIAT GENERAL

REPUBLICQUE TOGOLAISE
TRAVAIL - LIBERTE - PATRIE

COMMUNIQUE

La Présidente de l'Assemblée nationale informe le public en général et les gérants des restaurants en particulier que depuis quelque mois, des personnes mal intentionnées se réclament faussement du titre de député et usent des noms des honorables députés pour escroquer les restaurateurs.

Ces escrocs prétendent que des rencontres interparlementaires se tiendront à l'Assemblée nationale du Togo et réuniront plusieurs dizaines de députés de l'espace CEDEAO ou UEMOA. Ils trompent leurs potentiels victimes que leurs structures sont retenues pour assurer le service de restauration pendant des assises et leur demandent de fournir des pièces administratives dont une police d'assurance et surtout un transfert d'argent par T-money ou par Floop.

La Présidente de l'Assemblée nationale appelle le public et les prestataires à plus de vigilance et les invite à se présenter à l'Assemblée nationale lorsqu'ils ont des contacts de cette nature.

Elle rappelle que l'Assemblée nationale dispose de procédures particulières de commande et aucun transfert par T-money ou Floop n'est exigé pour quelques motifs que ce soit.

Fait à Lomé, le 07 SEPT 2020
Pour la Présidente et P.O.
Le Secrétaire Général
Fadamba WAGUENA

01 B.P. 327 LOME - TOGO / TEL. +228 22 26 57 91 / FAX : +228 22 61 20 59 / E-mail : asnato@tg.refer.org
Site web : www.assemblee-nationale.tg

OTR
OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

Mesures fiscales et douanières prises par le gouvernement pour accompagner les entreprises dans le cadre de la lutte contre la pandémie du Coronavirus

#CQFS

Pour l'atteinte des objectifs fixés par le PND, le matériel agricole est exonéré de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA). L'objectif visé est d'alléger les coûts d'acquisition des équipements de production agricole indispensables pour une agriculture mécanisée.

Office Togolais des Recettes - OTR

INTERVIEW DE KAKO NUBUKPO :

" Le Togo ne pourra pas échapper à une révision du PND à mon avis à deux niveaux "

Dans un entretien accordé au média ineteconomics, Pr Kako Nubukpo, Doyen de la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FASEG) de l'Université de Lomé au Togo, ancien Ministre de la Prospective et de l'Evaluation des politiques publiques du Togo, et personnalité de l'année 2019 au Togo, revient sur l'impact économique et social de la crise du COVID-19 au Togo et sur ses répercussions sur les politiques économiques dont les réformes monétaires et fiscales en cours en Afrique de l'Ouest et Centrale. Lire ci-dessous l'intégralité de cet entretien....

Journaliste : *Quelle analyse faites-vous de la manière dont le Togo a géré la crise du Covid-19, les mesures qui ont été prises par le Gouvernement et des initiatives sur place dont celle du transfert d'argent " Novissi " ?*

Prof Kako Nubukpo : Sur la gestion du Covid-19, le Togo a choisi de faire le confinement par région. Nous avons 5 régions : la région des Savanes, la région de la Kara, la région Centrale, la région des Plateaux et la région maritime. A l'intérieur de chacune des régions il était possible de circuler mais d'une région à l'autre il était interdit de circuler. Parallèlement, le Gouvernement a interdit la circulation des motos-taxi "Les Zémidjans" mais il s'est posé un problème d'arbitrage douloureux entre le fait de rester confiné, ce qui permettait normalement de réduire les risques de contamination - et l'impératif pour des populations qui ont très peu de filets de sécurité sociale, de sortir de chez eux pour effectuer des activités génératrices de revenus. Il faut savoir que la majorité des actifs sont dans le secteur informel et n'ont pas de revenus mensualisés mais plutôt des revenus journaliers.

Du coup, le Gouvernement n'a pas appliqué dans les faits l'interdiction de circulation des motos-taxi, eu égard aux risques manifestes de trouble à l'ordre public que cette mesure pouvait engendrer dans un pays dont le dynamisme économique dépend beaucoup de ces Zémidjans,

mode de transport plébiscité quoique dangereux, car peu coûteux et permettant aux différents marchés de Lomé et de l'intérieur du pays de fonctionner. Ainsi, du point de vue de l'arbitrage entre confinement et continuité de l'activité économique, on peut dire qu'on a été quelque part au milieu.

Après il y a eu des fermetures de certaines institutions comme les universités, les lieux de Culte, les bars et restaurants, ce qui réduisait de facto la probabilité de contamination mais toujours avec l'idée qu'il fallait quand même un minimum de continuité des services publics. Pour la fonction publique on a plutôt opté pour des journées " continues ", réduisant ainsi les amplitudes horaires mais il n'y a pas eu de fermetures des services publics. Le Gouvernement a également mis en place un centre de santé spécifiquement dédié au Covid, qui a suscité beaucoup de polémiques par rapport à l'effectivité et l'efficacité du matériel de traitement notamment des cas graves parce qu'on est dans un pays où on a très peu de respirateurs artificiels par exemple.

Les chiffres officiels que nous avons à l'heure actuelle font état d'une vingtaine de morts ce qui fait que le Togo fait partie des pays où il y a eu le moins de décès lié au Covid. Après, je pense que c'est un cas général puisque quand on prend l'ensemble du continent africain (en août 2020), nous sommes à 3% de

décès par rapport à la mortalité mondiale alors que nous représentons 17% de la population mondiale. Cependant, il convient de nuancer ce constat général car ces dernières semaines il y a eu une remontée notamment en Afrique du Sud, en Algérie, en Egypte, au Nigeria et au Ghana. Mais de façon générale, il est évident que la pandémie n'a pas eu la force ou la nocivité qui était crainte au départ parce que même si nous n'avons pas de services statistiques très performants, les gens se connaissent et quand il y a des décès dans des familles tout le monde le sait...

En dépit du caractère très subjectif de ce " proxy " de la tendance de la mortalité africaine, on peut néanmoins dire sans trop de risque de se tromper qu'à l'heure actuelle, le Togo et l'ensemble de l'Afrique subsaharienne ont été plutôt préservés et je m'en réjouis. Les nombreuses campagnes d'information et de sensibilisation des populations sur le respect des mesures barrières et le caractère obligatoire du port des masques y sont certainement pour quelque chose, à côté de la fermeture des frontières terrestres et aériennes.

Au niveau de la réponse économique apportée par le Togo, quel est votre avis ? En quoi le Covid va affecter la politique économique et monétaire notamment en Afrique ?

Sur la réponse économique au Togo, il faut dire que

depuis un certain nombre d'années le Togo tente via le Ministère du Développement d'accéder aux couches les plus vulnérables de la population à travers notamment le " Fonds national de Finance inclusive (FNFI) ". Ce dernier a été mis en place depuis sept (07) ou huit (08) ans et a progressivement pris de l'ampleur, avec comme principe, de transférer des ressources directement aux personnes vulnérables avec des obligations de remboursement.

La réponse togolaise au Covid via le canal direct de transferts de ressources (initiative " Novissi ") valide le fait que d'avoir travaillé en amont sur les circuits de micro-crédit et de transferts monétaires a permis au Gouvernement de répondre rapidement à des besoins financiers immédiats. Ceci dit, il faudra évaluer de façon rigoureuse l'impact de cette initiative sur la résilience des ménages togolais qui en ont bénéficié et comprendre pourquoi de nombreuses personnes en ont été exclues. En tout état de cause, il semble que ce soit une réponse micro-économique qui rappelle les programmes de transferts " bourses familiales " du président Lula au Brésil des années 2000.

Du point de vue macro-économique, le Togo a lancé son Plan national de Développement (PND 2018-2022) avec trois (03) axes : le premier consiste à faire du Togo un Hub logistique notamment portuaire, s'appuyant sur sa position géographique de

corridor pour la desserte des pays de l'Hinterland. Le deuxième axe renvoie à la création d'agropoles, vecteurs du développement d'une véritable agro-industrie et, enfin, le 3ème axe est relatif au social et au renforcement de capacités humaines.

Une des leçons que le Togo pourrait tirer de cette pandémie, est au niveau de l'allocation des ressources financières sur les trois (03) axes : le troisième axe qui était le moins fourni devrait avoir beaucoup plus de ressources car le Covid montre les angles morts du développement du Togo et même de l'Afrique par rapport aux Objectifs de développement durables (ODD) en particulier la santé. Je pense qu'à la faveur de cette crise, le continent africain devrait mettre beaucoup plus l'accent sur le social, l'éducation, la santé, la formation et même l'information via une plus grande efficacité des agences de statistiques.

Et du coup, pensez-vous comme à l'image du Sénégal qui a fait un amendement à son Plan émergent (Plan Sénégal Emergent) et d'autres pays africains qui évaluent ou reconsidèrent leur Plan national de Développement préalablement adopté, le PND du Togo fera aussi l'objet d'une révision ou d'un amendement ?

Inévitablement, le fait qu'on n'avait pas construit de scénario pessimiste pour le PND, à côté du scénario tendanciel (taux de croissance du PIB de 5%) et du scénario optimiste (taux de croissance de 7 %), nous obligera à réviser nos prévisions et projections macroéconomiques. L'Afrique en général va perdre autour

Suite à la page 7

TOGO/ LUTTE CONTRE LE PALUDISME :

Le gouvernement va distribuer 6 500 000 moustiquaires imprégnées

Lutter contre le paludisme, malgré la présence du coronavirus reste une autre préoccupation du gouvernement togolais. Une préoccupation qui l'amène à se lancer dans la campagne nationale de distribution de Moustiquaires à Imprégnation Durable (MID) édition 2020. Ainsi pour l'atteinte de cet objectif, il sera distribué sur toute l'étendue du territoire national 6 500 000 moustiquaires imprégnées contre le paludisme.



Une moustiquaire

L'annonce a été faite le lundi 7 septembre dernier au cours

d'une conférence de presse organisée par les responsables du Programme National de

Lutte contre le Paludisme (PNLP).

Pour l'édition 2020, selon ces

responsables, l'opération couvrira tout le territoire national et que sur une proportion de 100% des ménages, le souhait pour eux est qu'il y ait au moins 80% qui puissent l'utiliser contre le paludisme.

Pour raison de la crise sanitaire occasionnée par le coronavirus, les responsables du PNLP ont signifié que la distribution se fera au même moment que le dénombrement. C'est-à-dire que ces deux opérations se feront simultanément dans chaque ménage par les agents. Et que pour ce qui a été fait

dans le passé, Il ne sera plus question pour les ménages de se rendre dans les différents centres pour en bénéficier.

En rappel ces responsables ont également souligné qu'avec la pandémie liée au coronavirus la distribution se fera avec respect des mesures barrières qui sont édictées par le gouvernement.

Ainsi donc la population est invitée à être vivement à l'écoute afin que cette campagne puisse enregistrer une grande adhésion de la communauté.

Junior

INTERVIEW DE KAKO NUBUKPO :

" Le Togo ne pourra pas échapper à une révision du PND à mon avis à deux niveaux "

Suite de la page 6



Prof Kako Nubukpo

de cinq (05) points de PIB suivant en tout cas selon les projections de la Banque Mondiale. Au départ c'était entre 2 et 5 % mais à l'heure actuelle, nous sommes plus proches de 5% que des 2%. Or, dans la mesure où la croissance du PIB induit le niveau de la plupart des indicateurs macroéconomiques, les Chefs d'Etats et de Gouvernements de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) viennent de suspendre l'application des critères de convergence eu égard au caractère finalement non anticipé de cette pandémie. Je pense qu'au niveau des différents Etats africains et plus généralement dans le monde, il y aura forcément de nouveaux exercices de modélisation pour tenir compte de la baisse du taux de croissance du PIB. Pour sa part, le Togo ne pourra pas échapper à une révision du PND à mon avis à deux niveaux : d'une part, la réallocation des ressources suivant les trois axes pour mettre le focus sur l'axe numéro 3 notamment la santé et, d'autre part, la prise en compte de la baisse du PIB consécutive à la récession mondiale et ses effets sur l'économie nationale.

En tant que spécialiste des questions monétaires, en quoi pensez-vous que cette pandémie va affecter les politiques économiques dont les réformes monétaires et fiscales en cours à court terme et à long terme surtout autour de la question du FCFA ?

Déjà, reconnaissons que la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a mis quasiment 800 milliards de FCFA de liquidités dans les économies, ce qui rompt avec la doctrine traditionnellement portée par cette institution qui est une doctrine plutôt monétariste et donc anti-inflationniste.

Dans les faits, la BCEAO s'est alignée sur les principales banques centrales du monde qui font à l'heure actuelle des politiques monétaires " non conventionnelles ", et ceci mérite d'être salué. J'ai l'intime conviction que cette crise est une " ruse de la raison " au sens hégélien du terme pour que les institutions monétaires et financières africaines comprennent qu'il ne s'agit pas tant d'essayer de suivre des dogmes conçus ailleurs pour d'autres économies notamment dans le monde occidental, que

d'adapter les instruments dont nous disposons à nos propres contextes de décision. Je fais partie des gens qui depuis une quinzaine d'années, eu égard aux nombreux défis du développement africain, ont dit que nos banques centrales et nos banques de développement devraient être beaucoup plus volontaristes qu'elles ne le sont. Il a fallu cette crise de Covid, qui finalement n'a pas beaucoup touché l'Afrique sur le plan sanitaire, pour qu'il y ait cet aggiornamento intellectuel de nos banques centrales et de développement. Nous avons l'obligation d'effectuer encore plus de recherches sur les canaux de transmission des impulsions monétaires et financières vers le secteur réel de nos économies.

Ensuite, il conviendrait d'orienter toutes les actions de notre système monétaire et financier en direction du financement de l'émergence de champions industriels africains. Nos entrepreneurs n'ont pas suffisamment accès au crédit et quand ils ont cet accès, les taux d'intérêt sont prohibitifs, souvent à deux chiffres. Il faut vraiment que le système financier africain finance l'émergence du continent donc finance les chaînes de valeurs en particulier l'agro-industrie. Je donne un exemple, c'est l'agriculture périurbaine, véritable agriculture de proximité, qui a sauvé nos populations au moment du confinement, parce que les circuits courts qu'elle illustre, ont su prendre le relais des importations de denrées de première nécessité dont le transport était rendu difficile du fait de la fermeture des frontières.

Cette agriculture périurbaine n'est malheureusement pas financée parce que les banquiers ont peur du risque, ils estiment qu'ils n'ont pas suffisamment de garanties en contrepartie des prêts à consentir. Il y a ainsi un travail à faire pour identifier des actifs susceptibles d'être acceptés comme garanties

par nos banquiers pour qu'ils financent l'agriculture périurbaine et plus encore les filières qui sont les filières normalement qui devraient donner lieu à beaucoup de création d'emplois, des filières vivrières, et de rente : café, cacao, coton.

Il me paraît toujours surprenant qu'on ne transforme que 3% du coton ouest africain. Je crois que le système monétaire et financier a un grand rôle à jouer afin de rendre disponibles les liquidités suffisantes pour passer le cap de la crise, même si je ne confonds pas crise de liquidité et crise de solvabilité. Mais dans un premier temps, ce qu'on attend d'une banque centrale en temps de crise c'est qu'elle mette à disposition les liquidités et dans la répartition des rôles au sein de la zone Euro, ce sont les Etats qui ont la charge de la gestion des crises de solvabilité et la Banque centrale européenne de la gestion de la crise de liquidité. Or, comme les marges de manœuvres budgétaires sont très étroites dans nos Etats, il n'est pas impossible qu'on puisse demander à nos banques centrales, au-delà de la gestion de la crise de liquidité, d'aller dans la gestion de la crise de solvabilité pour qu'il n'y ait pas trop d'entreprises qui ferment.

Sur la question du FCFA où en sommes-nous à ce jour ? Le contexte économique créé par le Covid-19 aura-t-il un impact sur la réforme ?

Disons qu'il a deux dimensions qui me paraissent importantes, il y a une dimension symbolique et politique qui renvoie au nom de la monnaie et une dimension économique qui concerne la neutralité ou la non-neutralité de la monnaie dans une économie. Pour ce qui concerne la première dimension, c'est la première fonction de la monnaie c'est-à-dire la fonction d'unité de compte. Et comme je le dis toujours, le nom de votre monnaie

renvoie à votre identité, ce n'est pas par hasard que les japonais ne comptent pas en Euro ou que les américains ne comptent pas en Yen donc le FCFA renvoyait à la colonie, aux colonies françaises d'Afrique et le principe qui consiste à débaptiser le FCFA et à choisir un autre nom est une très bonne chose. J'ai donc logiquement salué la décision qui a été prise le 21 Décembre 2019 à Abidjan par les Présidents français et ivoirien de procéder au changement du nom de la monnaie CFA.

Dans un second temps, par quoi on change le nom CFA ? les Chefs d'Etats ont annoncé que ça allait être l'ECO et j'ai tout de suite attiré l'attention sur le fait que l'agenda de l'ECO est l'agenda de la CEDEAO, qu'il y a des critères pour rentrer dans l'ECO et le fait de dire que l'ECO va se substituer au CFA c'est créer une forme d'automatisme du remplacement du CFA en ECO qui pourrait ne pas être facilement accepté par les autres Etats de la CEDEAO en dehors de ceux appartenant déjà à la zone UEMOA. Mais d'un point de vue pragmatique, pouvait-on choisir un autre nom de monnaie, pour réintégrer plus tard la future zone ECO, eu égard aux coûts prohibitifs induits par tout processus de transition monétaire (retrait d'anciens billets, mise en circulation de nouveaux billets, assurance de l'absence de faux nouveaux billets, etc.). Il aurait donc fallu faire deux fois cet exercice de transition monétaire en très peu d'années si on choisissait de remplacer dans un premier temps le CFA par un autre nom que l'ECO (Koris, Wari, etc.)...Ceci aurait été de nature à réduire la confiance des usagers à l'endroit des nouvelles monnaies en circulation. Or, la confiance est le gage de succès de tout processus d'introduction de nouveaux signes monétaires dans une société.

Je crois que la question fondamentale est aujourd'hui celle du rôle strictement économique de la monnaie : comment réussir la transition monétaire du FCFA à l'ECO et faire de la future zone ECO, une zone monétaire optimale ? D'un côté la réforme de la zone franc : Afrique de l'ouest et Afrique centrale donc UEMOA et CEMAC qui est en soi un vrai sujet sur lequel je travaille depuis une quinzaine d'années et puis l'adoption d'une nouvelle monnaie

notamment la monnaie de la CEDEAO qui est aussi un défi en soi qui renvoie à la question des cycles économiques et l'optimalité d'une politique monétaire dans une zone où vous avez une multiplicité de cycles qui ne sont pas synchrones. Pour résumer mon appréciation des choses, je dirais que nous devons faire face actuellement à trois séries de défis :

1. Solder la question coloniale et post coloniale, symbolisée par l'acronyme " CFA ".

2. Créer une monnaie pour un espace communautaire (la CEDEAO) qui voudrait s'intégrer et donc poser la question du degré de solidarité (fédéralisme budgétaire) que cette zone serait prête à consentir pour réussir un " policy -mix " optimal, indispensable pour le succès de toute union monétaire.

3. Choisir un régime de change pour cette monnaie, question qui n'est pas spécifique à une union monétaire car étant purement technique. Par exemple, le Ghana peut se poser la question du régime de change du Cedi, le Nigeria peut se poser la même question à propos du Naira. On doit se poser la question de savoir quel est le régime de change qui est en phase avec les objectifs économiques qu'on veut atteindre.

En couplant ces trois séries de défis, il me semble qu'on pourrait mettre en exergue au moins quatre (04) scénarii :

1. Le premier scénario est celui de l'ECO-CFA avec un régime de change fixe avec l'Euro et une addition progressive aux Etats de l'UEMOA, d'autres Etats de la CEDEAO (Ghana, Guinée, Liberia, etc). C'est le scénario privilégié à l'heure actuelle, dans la mesure où ce sont les Etats de l'UEMOA qui respectent le plus les critères de convergence nominale définis pour l'adoption de l'ECO.

2. Le deuxième scénario est un scénario où on va converger non plus vers les pays de l'UEMOA parce que ce sont eux qui ont les meilleurs indicateurs macroéconomiques en termes de critères de convergence nominale, mais plutôt vers les Etats de la CEDEAO qui ont les meilleurs critères de convergence réelle, notamment le PIB par habitant. Dans ce cas de figure, les trois (03) pays modèles sont le Cap vert, le Nigeria et le Ghana, ce ne sont plus les pays francophones.

A suivre dans notre prochaine parution



Réformes douanières dans le cadre l'amélioration du climat des affaires

01 | Dématérialisation des procédures de dédouanement dans Sydonia World

Emission en ligne du: bon à conduire, bon à embarquer, bon à enlever, bon à entreposer, bon à expédier, bon à sortir de MAD, bon à sortir d'entrepôt, bon pour AT, certificat de visite et bulletin de liquidation.

02 | Le renforcement des mesures de sécurité et de sureté

Avec l'opérationnalisation d'un scanner performant et la mise en place d'une unité de visite à domicile.

03 | La mise en place du Cadre de Partenariat Privilégié : CPP

Un programme de partenariat entre la Douane et les Opérateurs économiques fiables pour la sécurisation et la facilitation des échanges commerciaux.

04 | La réduction des coûts

Suppression des frais d'escorte.

05 | La délivrance du certificat d'origine

En moins d'une heure.